

**Le capitalisme par la dette, hégémonie et disparités cruelles :
Quelles acceptables alternatives pour atténuer les disparités sociales ?
Qu'en est-il de l'économie islamique ?**

**Capitalism through debt, hegemony and cruel disparities:
What are acceptable alternatives to reduce social disparities?
What about the Islamic economy?**

Hicham TARABI

Doctorant

Université islamique Internationale de Minnesota -Pôle Maroc
Maroc

Mohamed Talal LAHLOU

Docteur en Economie

Université Mohammed V de Rabat
Université islamique Internationale de Minnesota -Pôle Maroc
Maroc

Date de soumission : 01/10/2024

Date d'acceptation : 01/11/2024

Pour citer cet article :

TARABI H. & LAHLOU M.T. (2024) «Le capitalisme par la dette, hégémonie et disparités cruelles : Quelles acceptables alternatives pour atténuer les disparités sociales ? Qu'en est-il de l'économie islamique ?», Revue Internationale des Sciences de Gestion « Volume 7 : Numéro 4 » pp : 619 - 648

Résumé

Le but de cet article est de mettre l'accent sur le capitalisme en tant que système économique mondialement dominant dans le contexte contemporain, et d'étudier son lien avec la dette mondiale, et comment la dette constitue son carburant, et se focaliser ainsi sur le mécanisme du « capitalisme par la dette ». Notre article propose de faire une présentation du capitalisme pour une meilleure compréhension de ce système dans son ancrage historique, de ses limites, de ses contradictions et de ses antagonismes. Lors de cette analyse conceptuelle nous mettrons en exergue une analyse son lien historique et causal avec l'endettement. Puis nous évoquerons de manière profonde la notion du capitalisme par la dette en analysant le niveau d'endettement au niveau mondial. Ultiment, nous nous interrogerons sur les alternatives du système capitaliste par la dette pour s'atteler à ses dynamiques, qui ont généré et génèrent encore des disparités sociales énorme à travers le monde et garantir la dignité humaine. Lors de l'étude de ces alternatives, nous nous focaliserons sur l'alternative ultime de l'économie islamique à travers ses performances réalisées au niveau international par le biais de programmes concrets et ambitieux, et ce malgré les obstacles qui limites leurs chances d'expansion.

Mots-clés : capitalisme ; vue conceptuelle ; endettement ; alternatives ; économie islamique.

Abstract

The purpose of this article is to focus on capitalism as a globally dominant economic system in the contemporary context, and to study its relationship with global debt, and how debt fuels it, and thus focus on the mechanism of «capitalism through debt». Our article proposes to make a presentation of capitalism for a better understanding of this system in its historical anchoring, its limits, its contradictions and its antagonisms. In this conceptual analysis, we will highlight an analysis of its historical and causal link with debt. Then we will discuss in depth the notion of capitalism through debt by analyzing the level of indebtedness at the global level. Ultimately, we will question the alternatives of the capitalist system through debt to tackle its dynamics, which have generated and still generate enormous social disparities around the world and guarantee human dignity. When studying these alternatives, we will focus on the ultimate alternative of the Islamic economy through its performance achieved at international level through concrete and ambitious programs, despite the obstacles that limit their chances of expansion.

Keywords: capitalism; conceptual view; debt; alternatives; Islamic economy.

Introduction

Le capitalisme est souvent vu comme un système économique où les acteurs privés possèdent et contrôlent des biens conformément à leurs intérêts, et l'offre et la demande fixent librement les prix sur les marchés, de la meilleure manière qui soit pour la société (Jahan & Mahmud, 2015). Le capitalisme s'oppose au socialisme et plus encore au communisme, régime où la propriété privée n'existe pas, mais son histoire, ne révèle-elle pas qu'il emporte en lui beaucoup plus que cette définition simple ? L'étude historique de l'humanité bien enracinée n'est-elle pas marquée par l'oppression et l'aliénation avant, durant et après le 21^e siècle ?

Le capitalisme n'est-il pas à l'origine des inégalités sociales irréparables provoquées depuis des siècles par l'esclavagisme et l'exploitation brutale bien avant le féodalisme ? Le capitalisme n'est-il pas responsable de la spoliation vassalique des domaines des paysans ?

L'expropriation des terres des paysans n'a-t-elle pas engendré leur expulsion, ne les a-t-elle pas forcés de refaire leur nouvelle vie, « si en leur reste », en ville ? Le capitalisme n'est-il pas la lancée des disparités sociales extrêmes de départ ? Le capitalisme n'est-il pas la cause directe de leur statut de « ni feu, ni lieu » ? Ce dernier statut les a déshumaniser pour les faire basculer de celui d'ex-proprétaire exploité à celui d'esclaves, mendiants, voleurs ou vagabonds. Et le refus de ce dernier statut les a menés à l'une des trois chemins décisifs d'un sort sans retour : marquage au feu, mort ou l'enclassement esclavagiste par les premiers capitalistes mercantiles ou manufacturiers (Marx, 1867). Ces derniers capitalistes, classe sociale bourgeoise ayant suivie celle des premiers capitalistes fonciers vassaliques ont formé, les clés d'or des inégalités sociales, par le biais des patrimoines et richesses démesurées, dynamique et accumulées, d'un capitalisme qui se développera sans cesse. Les métaphores de ce capitalisme se sont multipliées depuis le XVII^e siècle : au début du XVI^e siècle fermier, mercantile, manufacturier, puis au XIX^e siècle industriel, impérial, négrier, ensuite moderne, et financier au XX^e siècle, fasciste et puissant mondial durant XXI^e siècle, et encore plus dangereusement et inhumainement dominant après le XXI^e siècle.

Objectifs et intérêts de l'article

Après avoir évoqué les métaphores qu'a subit le capitalisme au fil du temps, notre étude se penche uniquement et précisément sur **le capitalisme et sa relation avec l'endettement**, et justifie comment **la dette est devenue le carburant de ce système capitaliste, son arme fatale de domination et son accélérateur sans limites**. Ce système de capitalisme par la dette a forgé

un système rentier basée sur une surexploitation humaine et une suraccumulation du capital de manière plus sanglante que son histoire primitive.

Problématique

Ultimement, nous nous interrogerons sur les **alternatives du système capitaliste par la dette** pour s'atteler à ses dynamiques, qui ont généré et génèrent encore des disparités sociales énorme à travers le monde. Cette problématique se constitue des sous-questions pertinentes ci-dessous :

- 1- Y'a-t 'il d'abord un lien entre le capitalisme et la dette provoquant l'appauvrissement des peuples à travers le monde au profit d'une minorité dominante ?
- 2- Puis, y'a-t 'il des alternatives à ce système rentier, proposées par des mouvements de résistances ? et comment se comparent-elles avec celle de l'économie islamique ?
- 3- Et enfin, parmi les alternatives étudiées, qu'elle est l'alternative ultime au secours des millions de peuples vivant dans l'oppression et l'aliénation ?

Méthodologie

Notre article se base sur trois parties distinctes. La première partie se focalise sur une revue de la littérature traitant le lien entre le capitalisme et la dette au niveau mondial. La deuxième partie traite les alternatives de ce système capitaliste par la dette à travers une étude à l'échelon international avant passage justifié à celui de l'alternative ultime de l'économie islamique, et la troisième partie, qui met l'accent sur les résultats enregistrés par l'économie islamique visant à atténuer les disparités sociales et garantir la dignité humaine.

Revue de littérature

Pour étudier le lien entre le capitalisme et la dette, il est opportun d'élargir le champ de recherche, pour s'efforcer de s'approfondir dans ce sujet très critique et vécu dans le temps contemporain. Karl Marx a démontré que « la dette publique, en d'autres termes l'aliénation de l'État, marque de son empreinte de l'ère capitaliste. La dette publique opère comme un des agents les plus énergétiques de l'accumulation primitive ». Quant à John Perkins, il révèle que la dette publique forme un rouage clé de la domination capitaliste (Perkins, 2005). Elle constitue non seulement un mécanisme permanent de transfert des richesses de la majorité de la population mondiale vers les détenteurs des capitaux, mais aussi une arme de domination utilisée par les puissances économique et financières pour servir leurs intérêts.

Il rajoute que tant au Sud que Nord de la planète, le remboursement de la dette publique doit être remis en cause. En s'appuyant sur le droit, et en s'inspirant d'expériences concrètes, les peuples et les gouvernements progressivement doivent se saisir de cette question pour réduire radicalement la dette en faisant porter le poids de cette réduction sur les créanciers, à savoir les grandes institutions financières. H. Sterdyniak stipule que face aux classes dirigeantes qui veulent utiliser la dette pour imposer des politiques d'austérité et mettre en cause le modèle social européen, les audits citoyens des dettes publiques démontrent la responsabilité du capitalisme financier, et ce à travers les taux d'intérêt excessifs, la financiarisation, la pression sur les salaires et la consommation, la concurrence et l'évasion fiscales, et la crise financière (Sterdyniak, 2015). Eric Toussaint confirme que de l'Amérique latine à la Chine en passant par la Grèce, la Tunisie et l'Égypte, la dette a de tous temps été utilisée comme une arme de domination et de spoliation (Toussaint, 2017). Le recours à l'endettement extérieur et l'adoption du libre-échange constituent à partir du 19^e siècle un facteur fondamental de la mise sous tutelle d'économies entières par les puissances capitalistes. La Grèce des années 2010 est un exemple supplémentaire d'un pays et d'un peuple privés de liberté sous le prétexte de rembourser une dette illégitime. Didier Epszajn souligne trois éléments. Les dettes et ses politiques ne peuvent pas être analysées sans prendre en compte l'histoire et le fonctionnement même du système capitaliste (Epszajn, 2017). Depuis le début du XIX^e siècle, « la dette a été utilisée comme une arme de domination et de spoliation », et reprend ainsi la même la même expression utilisée par Eric Toussaint. Les différents contextes expliquent des spécificités, colonisation, rôle de l'Etat, commerce international, chaîne de valeur productive, place du capital fictif, etc. Et contrairement aux idées colportées, « ce ne sont généralement pas les pays endettés périphériques qui provoquent les crises de la dette souveraine ». Il faut en rechercher les causes dans les contradictions et les modes de régulation du capitalisme. Selon une publication récente de la Banque Mondiale en Mai 2024 spécifique à une vue mondiale sur la dette et le développement, 61% des pays à faible revenu sont surendettés, et leur devenir est bien menacé. Les chocs ayant eu lieu dès 2020 ont bien accentués leur vulnérabilité. Ces derniers se trouvent forcés de consacrer en moyenne 7,5 % de leur budget au service de la dette, soit une valeur supérieure à leurs dépenses de santé et d'éducation réunies. Selon une publication récente du Fonds Monétaire Internationale, en Septembre 2023, la dette publique mondiale a triplé depuis le milieu des années 1970 pour parvenir à 92 % du PIB en avoisinant plus de 91 000 milliards de dollars à la fin de 2022. La dette privée a elle aussi triplé pour atteindre 146 % du PIB en étant proche de 144 000 milliards de dollars, mais sur une période

plus longue, entre 1960 et 2022. Cette situation interpelle la recherche analytique des facteurs déterminent de la relation causale entre le capitalisme et la dette.

1. Lien entre le capitalisme et la dette insidieuse

1.1. Étude analytique et historique du capitalisme par la dette.

Étudier la relation entre l'endettement et le capitalisme nous pousse d'abord dans cet article à analyser d'abord l'histoire du capitalisme, comme le précisent Pierre François et Claire Lemerrier et démontent que le capitalisme est passé par trois les tranche d'âge suivantes (François & Lemerrier, 2021) :

- Le premier âge du commerce, du capitalisme mercatique (vers 1680-vers 1880) est situé dans le statut de négociant, donneur d'ordres à des chaînes complexes de sous-traitance pour la fabrication, dans le cadre d'une organisation en réseaux de structures plutôt de petite taille.

- Le deuxième, l'âge de l'usine, du capitalisme industriel (vers 1880-vers 1980), est jalonné par le passage de l'atelier à l'usine, avec le salariat comme modèle dominant sur le marché du travail et des organisations qui ambitionnent de devenir de plus en plus grandes.

- Le troisième, l'âge de la finance, du capitalisme financier (depuis les années 1980), est adopté prudemment avec un point d'interrogation dans la mesure où la finance, « consubstantielle au capitalisme », n'est pas une nouveauté dans les années 1980. Cette finance va occuper une place simplement plus dominante, et se traduit par un mot d'ordre pour que les entreprises de devenir plus « flexibles », plutôt que nécessairement plus grandes.

Selon le dictionnaire en ligne d'Alternatives Economiques, le concept du capitalisme financier a été cité par Rudolf Hilferding, économiste marxiste du début du XXe siècle, et repris par Lénine pour marquer l'évolution du capitalisme au sein duquel les banques (et les institutions financières) possèdent une part croissante du capital. L'impulsion des marchés financiers, et précisément du marché boursier, et la pression des actionnaires ou de leurs représentants (fonds de pension, fonds d'investissement, etc.) pour améliorer la rentabilité du capital investi ont instauré une nouvelle stratégie de gestion. Dorénavant, ordonnent les dirigeants des firmes de se plier à leurs exigences malgré les pouvoirs croissant accordés dans la stratégie des firmes (localisation, restructurations, portefeuille d'activités, investissements...).

1.2. Capitalisme par la dette et dominance mondiale.

D'après Rudolf Hilferding, l'hypothèse sous-jacente à l'hypothèse d'un capitalisme financier est que le système économique se métamorphose carrément, quand les détenteurs du capital sont au commandement, et ce du fait qu'ils privilégient toujours l'intérêt immédiat à la

croissance futuriste. Rudolf Hilferding, prévoyait déjà que des combats de géants entre les groupes financiers allaient avoir lieu suite à la puissances de organismes financiers et rajoute que Lénine y voyait la source des luttes impérialistes dans le but de d'un partage du monde et de ses ressources (Hilferding, 1910).

Après avoir évoqué le relationnel entre le système capitaliste et la dette, dans cet article, il est judicieux de d'élargir le champ de recherche pour intégrer le processus d'imposition pour étudier la liaison entre capitalisme par la dette et impôt.

1.3. Capitalisme par la dette et impôt.

L'imposition joue un rôle crucial dans le processus de la double exploitation du système capitaliste. Éric Toussaint, a évoqué lors d'une conférence organisée par la CADTM en 2016 que la dette constitue un prélèvement injuste (Toussaint, 2016). Cette prélèvement semble abstrait et difficilement perceptible. Il précise qu'un impôt injuste sur le revenu est appréhendé immédiatement, de même que la surexploitation par un patron. S'agissant du remboursement de la dette, c'est beaucoup moins facile à imaginer ; il n'existe en effet aucun impôt spécifique affecté au paiement de la dette. Pourtant, la majorité des impôts – qu'ils soient directs ou indirects – est orientée au remboursement de la dette.

L'exploitation est de manière est double : elle est effectuée à l'origine origine au travail par le biais du prélèvement d'impôt sur le salaire et se poursuit, plus insidieusement, au travers de prélèvements fiscaux affectés au paiement d'une dette largement détenue par des institutions financières, des capitalistes qui contribuent faiblement à l'impôt et accumulent de surcroît de nombreux cadeaux fiscaux. Ils peuvent ainsi bénéficier de l'accumulation du capital et investir une partie de celui-ci dans l'achat de titres de la dette publique leur garantissant un rendement sur base des impôts que paie le peuple.

Lors de la même conférence, il a été signalé par Éric Toussaint que les crédits hypothécaires abusifs ont les mêmes effets désastreux, et a cité l'exemple très représentatif de l'Espagne dont 300 000 familles ont subi l'expropriation de leur logement par les banques depuis 2010. Le même sort a touché 12 millions de familles Aux États-Unis depuis 2007. Quant aux pays du Sud, le micro-crédit constitue bien majoritairement un autre outil de destruction des rapports non-monétaires. Les premières victimes sont les femmes et les taux d'intérêts élevés exigées par les institutions financières met fin à la notion de liberté.

❖ Crises financières provoquées par le capitalisme par la dette.

H. Sterdyniak a bien confirmé que les audits citoyens des dettes publiques démontrent la financiarisation, de la pression sur les salaires et de la consommation, de la concurrence et de l'évasion fiscales, et de la crise financière sont les résultantes de la responsabilité du capitalisme financier, et ce par le biais des taux d'intérêt excessifs (Sterdyniak, 2015).

A. Henni a précisé que les études magistrales de la crise de 2008 se distingue de celles de 1929 sur deux plans (Henni, 2008) : Le premier plan concerne les mécanismes déclencheurs, et qui justifie que le défaut de réalisation matérielle n'engendre pas la faillite des banques) et le deuxième plan est spécifique au système qui emporte la crise. Ces études ont dévoilé qu'on est plus face à un capitalisme industriel, ce dernier s'est métamorphosé en capitalisme rentier au sein duquel la capture de richesse se fait davantage par la souveraineté monétaire que par la production matérielle. Cette souveraineté monétaire s'est développée aujourd'hui et a permis aux nouveaux capitalistes de devenir des praticiens contrôlant l'Etat en accumulant des biens de prestiges, et ce à travers le mécanisme plus grave de souscriptions des financiers par les particuliers au même titre que ceux des entreprises de production.

Henri Wilno a déclaré que la dette publique a une double nature : gigantesque mécanisme d'expropriation en faveur des capitalistes et instrument de chantage sur les gouvernements (Wilno, 2015).

Il a souligné que depuis la crise de 2008, la dette publique (celle des États, des organismes publics, des collectivités locales) s'est gonflée de une manière surprenante. Selon Henri Wilno, il a fallu sauver les banques et cela s'est ajouté au coût des cadeaux fiscaux faits depuis des années aux grandes entreprises et aux revenus élevés. De cette façon, la dynamique de la concurrence du système capitaliste néolibéral a impacté, non seulement les travailleurs des différents pays (qui sont toujours « trop chers » pour les capitalistes) mais aussi les systèmes fiscaux. D'où le processus de délocalisation qui est toujours à la course au « moins-disant fiscal » au bénéfice de ceux qui ont la possibilité de transférer leurs revenus et leurs capitaux là où l'impôt est faible. Ainsi moindres rentrées fiscales, déficit du budget et endettement...

Henri Wilno précise aussi que la dette publique est un mécanisme permanent du capitalisme que Marx décrivait ainsi à propos de la France de 1848 (Wilno, 2015).

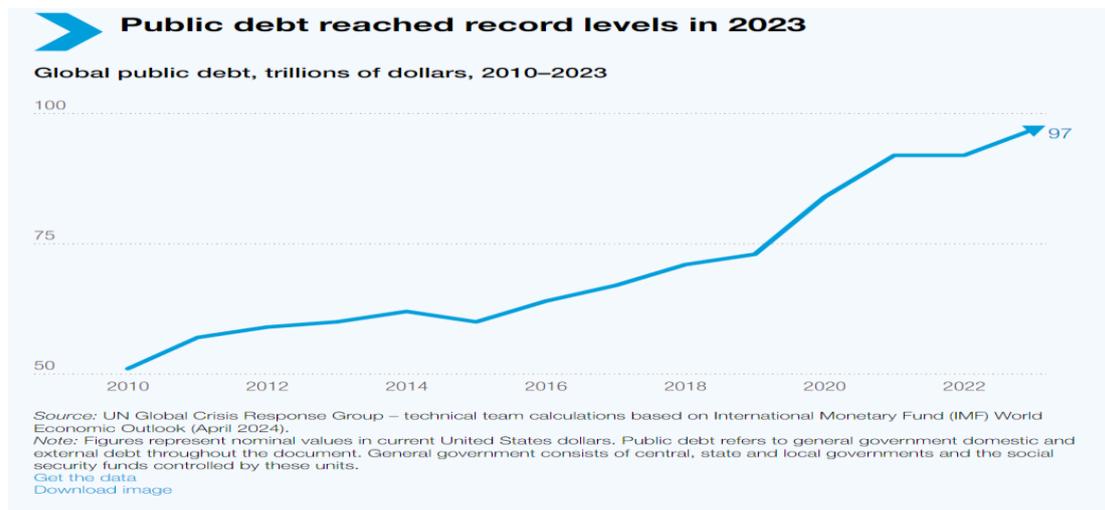
: « À la fin de chaque année, nouveau déficit. Au bout de quatre ou cinq ans, nouvel emprunt. Or, chaque nouvel emprunt fournissait à l'aristocratie une nouvelle occasion de rançonner l'État, qui, maintenu artificiellement au bord de la banqueroute, était obligé de traiter avec les banquiers dans les conditions les plus défavorables. »

Après avoir expliqué la double exploitation du capitalisme par la dette à travers l'imposition, et les crises financières provoquées il est crucial d'essayer de dresser un bilan mondial sur l'endettement, qui constitue une arme fatale du capitalisme.

1.4. Bilan mondial de l'endettement, arme fatale du capitalisme.

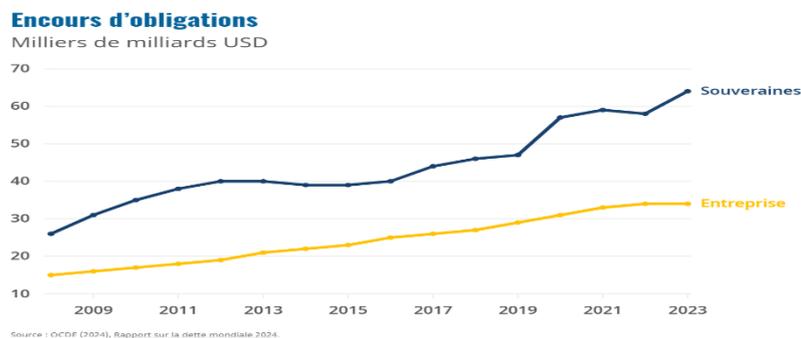
Selon la publication officielle des Nations Unies, la dette publique mondiale a atteint le niveau record de 97 000 milliards de dollars en 2023 comme le démontre la figure suivante :

Figure N° 1 : La dette publique mondiale de 2010 à 2023 et niveau record en 2023



Source : <https://unctad.org/fr/news/la-dette-publique-mondiale-atteint-le-niveau-record-de-97-000-milliards-de-dollars-en-2023>

Cette figure présente une augmentation alarmante du fardeau de la dette mondiale, et qui s'est flambée suite à la pandémie Covid 19, et interpellent tous les organismes financiers internationaux pour entamer urgemment des leurs systèmes financiers susceptibles d'assurer une prospérité d'avenir pour les populations et la planète. Selon Shutterstock/Boxed, 769 millions d'Africains vivent dans des pays où le paiement des intérêts de la dette est directement lié aux investissements dans l'éducation ou la santé, domaines essentiels au développement humain (CNUCED, 2024). D'après la première édition du rapport de l'OCDE sur la dette mondiale 2024, les marchés obligataires dans un contexte de dette élevée s'occupe des marchés des obligations souveraines, des obligations d'entreprise et des obligations durables, et apporte des éclairages sur la situation actuelle des marchés, ainsi que sur des considérations connexes intéressant l'action publique, y compris sur les risques éventuels pour la stabilité financière.

Figure N° 2 : Encours de la dette obligataire à l'échelle mondiale

Source : https://www.oecd.org/fr/publications/rapport-sur-la-dette-mondiale-2024_63ccad6c-fr.html

Comme présenté dans la figure ci-dessus, ce rapport signale une forte augmentation de la dette obligataire à l'échelle mondiale des États et des entreprises et qui s'est flambée dès la crise de 2008 (OCDE, 2024).

Selon l'OCDE à fin 2023, ce système du capitalisme par la dette reflète une situation très alarmante, la valeur totale de la dette souveraine et de la dette obligataire des entreprises sont proche des 100 000 milliards USD, soit près de le volume du PIB mondial. Le montant total de la dette souveraine des pays de l'OCDE devrait atteindre 56 000 milliards USD en 2024, soit une augmentation de 30 000 milliards USD par rapport à 2008. A fin 2023, la dette mondiale obligataire d'entreprises a atteint 34 000 milliards USD, soit une augmentation de plus de 60% depuis 2008 est imputable aux sociétés non financières.

Après avoir traité l'ampleur de la dette mondiale, il est opportun de mentionner les programmes d'ajustement structurel que nombreux pays ont subi suite aux recommandations imposées par le Fond Monétaire International et/ou la Banque Mondiale, néo-colonialisme du capitalisme par la dette et d'évaluer leurs conséquences sur le volet social.

- ❖ Programmes d'ajustement structurel : conséquences des recommandations imposées par le Fond Monétaire International et/ou la Banque Mondiale, néo-colonialisme du capitalisme par la dette.

Tejvan Pettinger, précise dans ses recherches sur les définitions et les critiques des programmes d'ajustement structurel que ce terme utilisé pour décrire les politiques demandées par le FMI sous condition d'aide financière pour affronter une crise économique. Les recommandations sont confectionnées pour s'attaquer à la cause profonde du problème et fournir un cadre pour le développement à long terme et la croissance à long terme (Pettinger, 2019).

Tejvan Pettinger, a détaillé les politiques d'ajustement structurel préconisés par les institutions financières internationales, Banque Mondiale et/ou Fonds Monétaire International, sur deux niveaux. Le premier dit macroéconomique qui incarne l'adoption des quatre actions suivantes :

- a) Lutter contre l'inflation : resserrer la politique monétaire ou budgétaire). Pratiquement, cela peut impliquer des taux d'intérêt plus élevés ou des impôts plus élevés ;
- b) Faire face au déficit budgétaire : Augmenter des impôts, réduire des dépenses ;
- c) Supprimer les barrières tarifaires qui protègent les industries nationales et ouvrir l'économie au libre-échange ;
- d) Et abandonner les taux de change fixes et laisser flotter la monnaie : Pratiquement, cela implique une dévaluation. Cela peut contribuer à accroître la compétitivité des exportations et à stimuler la demande intérieure. Toutefois, cela augmente le coût des importations et réduit généralement le niveau de vie.

Le deuxième niveau est microéconomique et occupe cinq actions suivantes à fin d'accroître la compétitivité et la productivité de l'économie. Ces deux derniers volets impliquent généralement des politiques de « libre marché » centrés sur l'offre, telles que :

- a) Privatiser les industries publiques pour lever des fonds pour le gouvernement ;
- b) Mettre fin aux subventions alimentaires ;
- c) Réduire les formalités administratives et la bureaucratie ;
- d) Supprimer les échappatoires fiscales et réduire la corruption ;
- e) Et déréglementer les marchés pour encourager la concurrence et l'entrée de davantage d'entreprises dans le secteur.

Heba Ahmed Nasser a bien schématisé ci-dessous le processus d'ajustement structurel, dans son travail de recherche basé sur l'étude de quelques conséquences des programmes d'ajustement structurel, basée sur le modèle égyptien (Heba & Nassar, 2008).

L'évaluation de l'ajustement structurel dépend de la manière dont elles les politiques recommandées sont mises en œuvre. Il serait trop vague de faire des déclarations générales telles que « l'ajustement structurel est bon/mauvais ». Cela dépend de la qualité des politiques d'offre. Au mieux, l'ajustement structurel est susceptible de traduire une volonté politique nécessaire pour prendre les mesures nécessaires et difficiles pour affronter une crise économique et offrir un cadre pour la croissance et la stabilité à long terme. Au pire, elle peut se focaliser sur les objectifs macroéconomiques tels qu'une faible inflation et un budget équilibré, ce qui peut impacter une récession inutilement profonde. Elle peut également fournir

l'occasion de mettre en œuvre des politiques d'offre orientées vers le marché, qui n'améliorent guère la productivité mais accroissent les inégalités et la pauvreté.

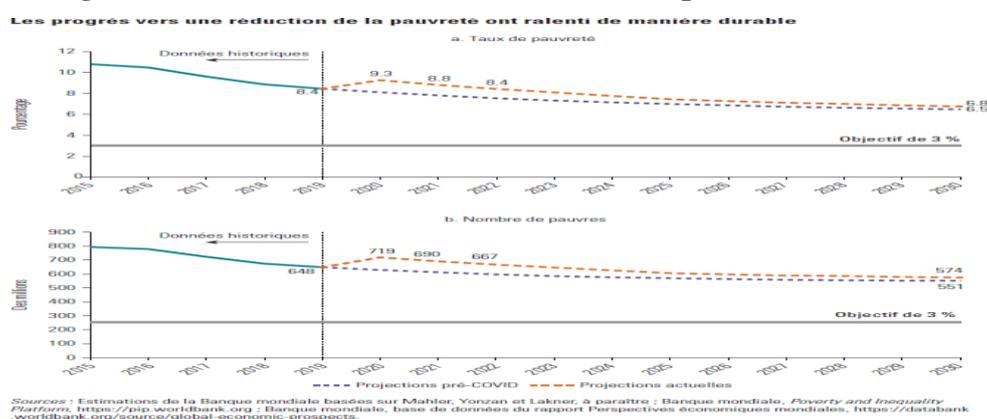
Cependant, les politiques d'ajustement structurel sont souvent jalonnées par les conséquences citées ci-après :

- a) Provoquer souvent une récession et un chômage de masse ; Conduire souvent à des coupes budgétaires dans des services sociaux importants comme l'éducation et la santé est évalué comme une aggravation des inégalités ;
- b) Accroître souvent les inégalités. Par exemple, les privatisations ont souvent profité à une petite élite riche (par exemple en Russie en 1995) et n'ont pas profité à une population plus large ;
- c) Ignorer le développement social ;
- d) Ignorer les avantages sociaux. La privatisation de services publics essentiels comme l'eau (par exemple en Bolivie) a généré à une hausse des prix de ce produit vital et essentiel ;
- e) Subir le chômage et la baisse de la croissance économique, du moins à court terme ;
- f) Freiner souvent la diversification de l'économie à travers le libre-échange ;
- g) Et perdre la souveraineté nationale. Les politiques du FMI doivent être mises en œuvre, sinon le pays risque de s'exposer à de lourdes sanctions financières.

Les conséquences sont souvent dramatiques pour les populations et les résultats économiques sont décevants et marqués par une misère galopante.

Selon les statistiques ci-dessous de la Banque Mondiale le taux de pauvreté signale une réduction de la pauvreté au monde de manière continue depuis 2015 (10,4%).

Figure N° 3 : Estimation de la réduction de la pauvreté mondiale



Source : https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/a9d16f3b-977a-56c3-989f-0321ee8f65d9/content?_gl=1*bk1182*_gcl_au*MTgxNDgyMjQ1Ny4xNzI1NzExODcw

Groupe de la Banque Mondiale : Rapport 2022 sur la pauvreté et la prospérité partagée : corriger le tir (page 10).

La figure numéro 3 justifie remarquablement un ralentissement, sauf pour la période de la pandémie Covid 19 qui a ravagée le monde entre 2019 et 2020, augmentation de 8,4% vers 9,3%, soit une augmentation de 0,9%. La tendance est toujours baissière pour les prévisions de la Banque Mondiale de 2023 d'ici 2030, baisse enregistrée de 9,3% en 2020 à celle prévisionnelle de 6,8% en 2030. Par contre, son objectif de 3% de taux de pauvreté mondiale en 2030, reste irréalisable.

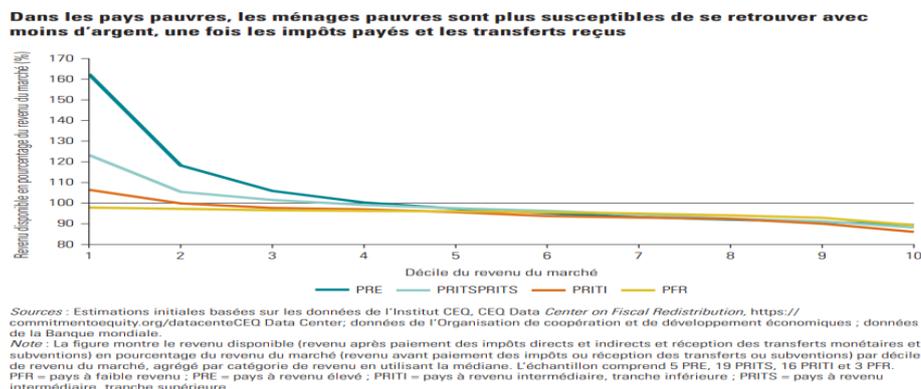
S'agissant des mêmes prévisions en terme de nombre de pauvre au niveau mondial d'ici 2030, simultanément, la Banque Mondiale précise selon ses chiffres qu'on est passé de 800 millions de pauvres en 2015 à 640 millions en 2019, soit une baisse 160 millions de pauvres, soit une baisse de 25%. Cette dernière va grimper lors de la pandémie Covid 19 pour se situer au niveau de 719 millions de pauvres, soit une augmentation de 12%. De la même vision, La tendance est toujours baissière pour les prévisions de la Banque Mondiale de 2023 d'ici 2030, baisse enregistrée de 719 millions de pauvres en 2020 à celle prévisionnelle de 574 millions en 2030. Par contre, son objectif de 3% de taux de pauvreté mondiale en 2030, reste de même irréalisable.

Une étude plus profonde des sources des inégalités impactant la pauvreté au niveau mondiale, nous pousse à s'interroger sur la structure du revenu de ces classes pauvres de la population mondiale, les ménages, face à l'impact des impôts, des transferts et des subventions.

Ce trio formé par les impôts, les transferts et les subventions réduit généralement les inégalités dans tous les pays tout en prenant en charge les dépenses de sécurité, de santé et d'éducation, ainsi que les investissements en faveur de la croissance et de la réduction de la pauvreté.

Pour cela, nous présentons la figure ci-après, mentionné sur le rapport 2022 de la Banque Mondiale sur la pauvreté et la prospérité partagée, et spécifique au revenu disponible en pourcentage du revenu du marché après impôts, transferts et subventions. Ceci en se basant sur une comparaison un échantillon étudié constitué de 5 PRE (pays à revenus élevés), 19 PRITS (pays à revenu intermédiaire, tranche supérieure), 16 PRITI (pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure) et 3 PFR (pays à faible revenu).

Figure N° 4 : Baisse du revenu des ménages après impôts, transferts et subventions.



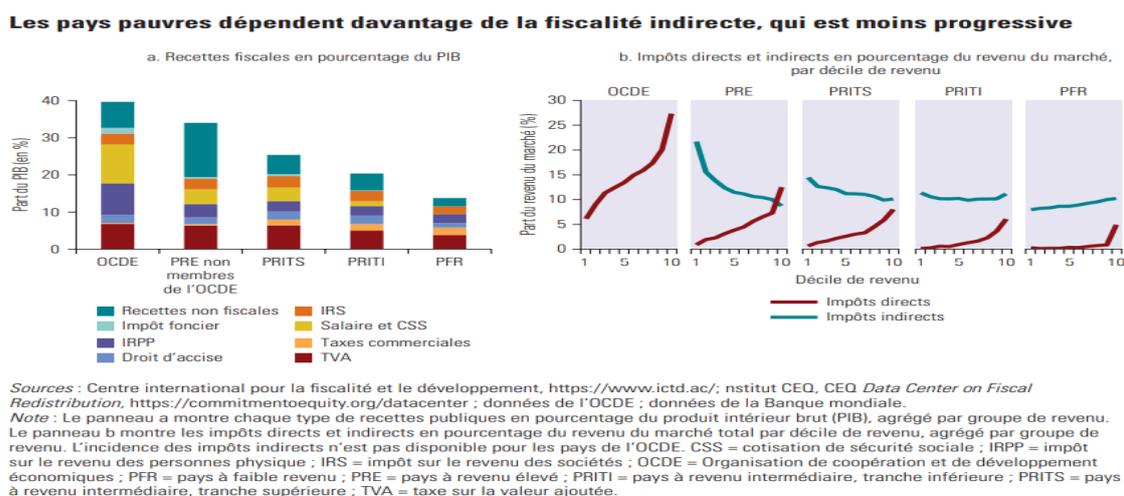
Source : https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/a9d16f3b-977a-56c3-989f-0321ee8f65d9/content?_gl=1*bk1182*_gcl_au*MTgxNDgyMjQ1Ny4xNzI1NzExODcw

Groupe de la Banque Mondiale : Rapport 2022 sur la pauvreté et la prospérité partagée : corriger le tir (page 17)

L'analyse de cette figure présentée révèle que les pays à revenu élevé sont efficaces, et les impôts, les transferts et les subventions n'impactent pas considérablement le revenu disponible des ménages pauvres, et ce qui contraire pour les pays à revenu faible ou intermédiaire. Dans deux tiers de ces pays, le revenu des ménages pauvres diminue après que les impôts ont été payés et que les transferts et subventions ont été reçus. Dans les pays à faible revenu, tous les ménages voient leur revenu initial réduit après impôts, transferts et subventions.

Pour plus de précision nous présentons le graphique ci-dessous du même rapport de la Banque Mondiale que nous venons de citer :

Figure N° 5 : Recette fiscale en pourcentage du PIB & Impôts directs et indirects en pourcentage du revenu du marché, par décile de revenu



Source : https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/a9d16f3b-977a-56c3-989f-0321ee8f65d9/content?_gl=1*bk1182*_gcl_au*MTgxNDgyMjQ1Ny4xNzI1NzExODcw

Groupe de la Banque Mondiale : Rapport 2022 sur la pauvreté et la prospérité partagée : corriger le tir (page 18).

Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, l'économie souterraine, représentée par le secteur informel constitue une part très importante. De ce fait, les impôts collectés de façon principalement indirecte, et les transferts ont un poids faible pour assurer la compensation de l'impact des impôts indirects sur les ménages pauvres et vulnérables.

Les pays pauvres encaissent moins de recettes fiscales et collectent essentiellement les impôts de façon la moins progressive : 64 % est la part des impôts indirects (valeur ajoutée, droit d'accise et taxes commerciales). Par contre, pour les pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) seulement 28 % des recettes fiscales proviennent de ces sources. Quant aux pays riches, une plus grande partie des recettes sont collectées à travers des impôts directs : l'impôt sur le revenu des personnes physiques et les autres impôts sur le revenu, tels que les cotisations de sécurité sociale.

Malheureusement, faire un bilan mondial du capitalisme par la dette en mentionnant la gravité des conséquences des programmes d'ajustement structurel relativement à l'appauvrissement des populations au niveau mondial, ne suffit jamais pour refléter à quel point le capitalisme par la dette a nui et nuit encore à l'humanité.

Malgré ses avantages, relatifs au libre-échange assurant l'accès à une grande variété de services et de biens, à l'accès par les consommateurs à un point qui satisfait leurs besoins, au respect de la propriété privée, au droit d'expression et de vote quant aux idées politiques, et à l'innovation et recherches et développement ; il ne faut pas nier que le capitalisme emporte en lui la guerre et les crises financières. Il élargit la fausseté des disparités sociales et s'attaquent aux valeurs humaines.

Il faut rappeler que le capitalisme a eu des conséquences a eu des irréparables spécifiques au commerce triangulaire reliant l'Afrique, les Amériques et l'Europe, et fondé sur pour la déportation d'esclaves noirs, d'abord troqués en Afrique contre des produits européens (textiles, armes) puis en Amérique contre des matières premières coloniales (sucre, café, cacao, coton, tabac). Jean ZIEGLER a présenté dans son ouvrage « le livre noir du capitalisme » des listes exhaustives relatives aux morts à la chasse ou au transport, et ceux des barbaries impérialistes et des massacres et des guerres du XX^e siècle. Les Tableaux 1 et 2 ci-dessous en continue juste une synthèse de l'annexe ci-jointe numéro 1.

Tableau N° 1 : Morts à la chasse ou au transport : tableau estimatif

Victimes	Esclaves transportés	Esclaves morts à la chasses ou au transport
71 700 000,00	15 000 000,00	86 700 000,00

Source : Jean ZIEGLER – Livre noir du capitalisme (1998, Page 15 à 41) - (ZIEGLER, 1998)

Tableau N° 2 : Capitalisme et barbarie : tableau des massacres et des guerres du XX^e siècle (1900-1997)

Victimes	Selon d'autres sources	Exilés	Total au mois estimés
111 750 000	10 000 000	57 200 000	178 950 000

Source : Jean ZIEGLER – Livre noir du capitalisme (1998, Page 617 à 621) - (ZIEGLER, 1998)

Le tableau numéro 1 démontre que le nombre des esclaves morts à la chasse ou au transport a totalisé un chiffre cruel de 86 700 000 de personnes et celui numéro 2 renseigne sur les massacres sanglants de 178 950 000 personnes causés par la barbarie impérialiste du système capitaliste.

Le commerce triangulaire, qui s'est accentué au XVIII^e siècle, en particulier à partir de 1705, et a connu sa chute après le droit de visite des navires étrangers, imposé par les Anglais en 1823 grâce à la domination des mers par la Royal Navy, après avoir négocié les années précédentes des traités internationaux pour rendre effective l'abolition de la traite négrière au début du XIX^e siècle. Peu après, l'esclavage est lui-même aboli dans l'Empire colonial britannique et lors de la révolution de 1848 en France. Il perdure ensuite aux États-Unis, à Cuba alors espagnol et au Brésil, mais principalement avec des esclaves nés dans le pays.

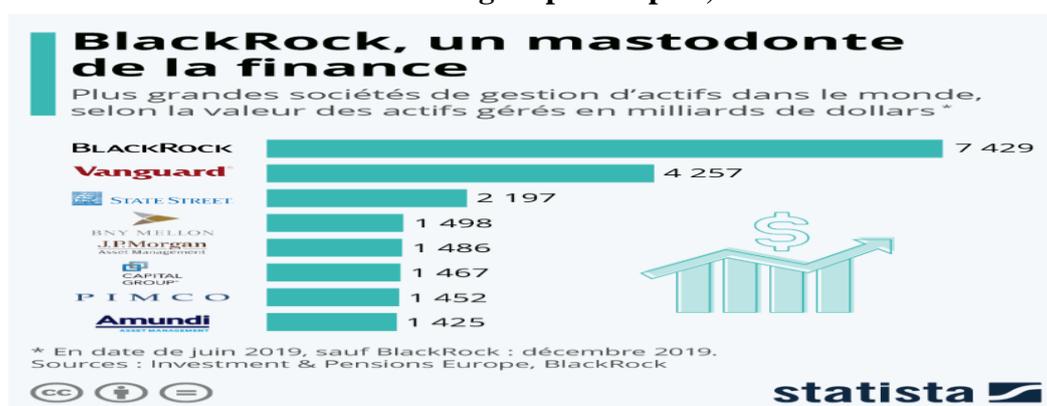
De plus le capitalisme a instauré un nouveau style de gouvernement du monde dont les firmes multinationales occupent une place très dominante.

- ❖ Dominance firmes multinationales à travers le contrôle, l'économie, la soustraction des impôts et les créations des inégalités.

- **Firmes multinationales et dominance de l'économie mondiale.**

Afin d'aborder le rôle des firmes multinationales dans la dominance de l'économie planétaire, il est primordial de le valoriser d'abord en chiffres.

Figure N° 6 : Baisse du revenu des ménages après impôts, transferts et subventions.



Source : <https://fr.statista.com/infographie/20784/plus-grandes-societes-de-gestion-actifs-dans-le-monde-selon-valeur-actifs-geres/>

Selon cette figure numéro 6, Black Rock se positionne en tant que leader de la finance mondiale avec une gestion d'actifs de plus de 7 429 milliards de dollars. Il est suivi respectivement de Vanguard qui à son tour plus de 4 257 milliards de dollars et State Street avec plus de 2 197 milliards de dollars. Réunir les trois plus grandes sociétés de gestion d'actifs précitées, BlackRock, Vanguard et State Street, reflète le contrôle collectif d'environ plus 15 000 milliards de dollars, et le positionnement en troisième place après les États-Unis ayant un PIB de 24 796 milliards de dollars et la Chine ayant un PIB de 18 460 milliards de dollars.

Ce trio BlackRock, Vanguard et State Street, représente cinq fois le PIB de la France, et plus trois fois celui de l'Allemagne, et possède des actions dans pratiquement toutes les grandes entreprises de la planète.

- **Firmes multinationales : Sous-traitance des impôts et création des inégalités.**

Selon Oxfam, grâce à leur pouvoir, les grandes entreprises et leurs riches propriétaires mènent toujours une guerre féroce et efficace contre la fiscalité. En payant de moins en moins d'impôt ces firmes multinationales imposent une sous-traitance des impôts pour le faire payer par les classes pauvres au monde. Elles génèrent l'explosion des inégalités, en enrichissant les actionnaires et en privant le public de ressources fondamentales.

Selon Bernie Sanders, Sénateur des États-Unis, Chaque année et sans exception, le rapport d'Oxfam précise la tendance rapide de constitution d'une oligarchie mondiale, dans un contexte mondial dans lequel une poignée de milliardaires possèdent et contrôlent la part du lion de l'économie mondiale (Sanders, 2024). Il dresse un tableau déplorable de l'économie mondiale, en présentant la cruelle réalité économique à laquelle il faut faire face :

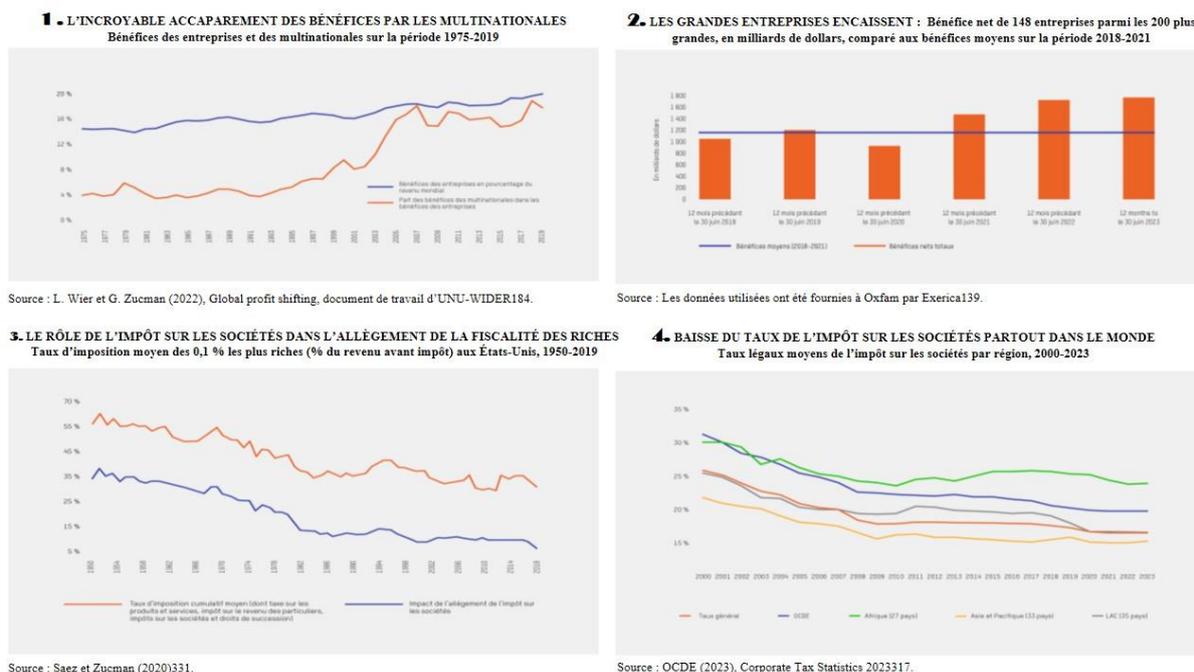
Du jamais connu dans l'histoire humaine par rapport à l'ampleur des richesses abritées par une minorité, aux inégalités enregistrées mondialement, au poids du pouvoir politique accaparé par une classe des milliardaires, à l'extrême d'avidité, d'arrogance et d'irresponsabilité de la part de la classe dirigeante.

Aux États-Unis, plus de 60 % des travailleurs et travailleuses arrivent à peine à répondre à leurs besoins fondamentaux, alors que trois personnes détiennent plus de richesses que la moitié la plus pauvre du pays. Malgré l'essor technologique et les augmentations massives de la productivité du travail, les salaires hebdomadaires réels des citoyennes américaines moyennes sont inférieurs à ce qu'ils étaient il y a 50 ans. Oxfam souligne que ce problème de non compatibilité de l'évolution des salaires par rapport à la dynamique de productivité est constaté à l'échelle mondiale. Depuis 2020, la période post-pandémique Covid 19, a été marquée par

l'appauvrissement de plus cinq milliards de personnes dans le monde entier, une situation de pauvreté alarmante, sans accès à l'eau potable, à des services de santé adéquats, à des logements décents ou à l'éducation pour les enfants. Face, à ce fléau, les cinq hommes les plus riches ont vu leur richesse doubler et sont maintenant à la tête d'une fortune de plus de 800 milliards de dollars et les milliardaires ont vu leur fortune augmenter de plus de 3 000 milliards de dollars ces trois dernières années.

La figure numéro 8 ci-dessous démontre comment la chute de l'impôt sur les sociétés s'est produite parallèlement à une très faible imposition des types de revenus que les grandes entreprises versent à leurs actionnaires. Dans les pays de l'OCDE, le taux marginal moyen d'imposition sur les dividendes a fortement diminué depuis 1980, passant de 61 % à 42 %. Dans certains pays comme le Brésil, ces revenus ne sont même pas du tout imposés.

Figure N° 7 : Le rôle de l'impôt sur les sociétés dans l'allègement de la fiscalité des grandes entreprises et son impact sur leurs richesses cumulées.



Source :

Oxfam France, https://www.oxfamfrance.org/app/uploads/2024/01/Oxfam_Multinationales-et-inegalites-multiples_Davos-2024_sous-embargo-150124.pdf

La figure numéro 7 est constituée de 4 composantes :

- La première reflète l'évolution de l'accaparement des résultats par les firmes multinationale, qui ont explosées leur tailles et qui ont bénéficié de l'inflation, qui n'est que l'une des manifestations du pouvoir sur le marché en créant des bénéfices dépassant la moyenne de 1 200 milliards de dollars ;

- La deuxième souligne que les multinationales et leurs propriétaires ultra-riches sont parmi les grands gagnants de cette crise des inégalités. Les PDG du monde entier ont bénéficié d'importantes augmentations de leur rémunération au cours des dernières décennies : celle-ci a connu une augmentation de plus de 1 200 % dans les 350 plus grandes entreprises américaines, distançant largement les maigres augmentations de salaire des travailleurs et travailleuses.
- La troisième évoque en remplissant les poches des plus fortunés, la baisse de l'impôt sur les sociétés et leurs riches propriétaires à créer un manque à gagner fiscal sur les entreprises et leurs riches propriétaires. De ce fait, de nombreux gouvernements se sont tournés vers celles et ceux qui sont la moindre possibilité de contribuer, à travers de plus en plus d'impôts sur les biens et services comme la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ce qui affecte de manière disproportionnée les ménages à faible revenu et exacerbe les inégalités de genre.
- Et la quatrième, justifie une chute du taux d'imposition des entreprises partout dans le monde durant les deux dernières décennies, et marque ainsi une sous-traitance de l'imposition et un renforcement des inégalités.

Il faut aussi noter que les réductions d'impôts pour les grandes entreprises et leurs propriétaires n'ont jamais été soutenues par un soutien populaire. L'effondrement de la fiscalité sur les sociétés et leurs propriétaires au cours des dernières décennies résulte en partie d'un programme néolibéral plus large promu par les grandes entreprises et leurs riches propriétaires, souvent aux côtés des pays du Nord et d'institutions internationales comme la Banque mondiale.

Selon Bernie Sanders, Les milliardaires s'enrichissent, alors que la classe ouvrière s'efforce à peine à boucler les fins de mois, et les personnes les plus pauvres désespèrent. Grâce à des organisations comme Oxfam, nous sommes de plus en plus nombreux à faire le lien entre notre situation économique et la nature destructrice de notre système ultra-capitaliste qui récompense l'avidité et la recherche de profit plus que toute autre valeur humaine (Sanders, 2024).

Après avoir étudié la première sous-question de notre problématique relative au lien entre capitalisme et l'endettement, il est décisif de passer à la réponse à notre deuxième sous question de cette problématique pour aborder les alternatives du capitalisme par la dette.

2. Les alternatives du capitalisme par la dette

Penser les alternatives du système capitaliste par la dette, ne constitue pas uniquement un sujet d'actualité, il est historique, vécu et traduit la souffrance d'un ensemble de peuples qui sont exploités et privés de dignité humaine. Un ensemble de mouvement à l'échelle internationale se mobilise pour rechercher la meilleure alternative possible à ce mécanisme d'exploitation et d'expropriation. Parmi les meilleures propositions, celui de la répudiation de la dette.

Selon, Eric Toussaint, quand l'endettement d'un pays va contre l'intérêt de sa population et qu'il a été mis en place au profit des créanciers, il doit être annulé. Pour lui, il faut comprendre que l'endettement est toujours utilisé comme une arme de domination et de spoliation. A partir de ses travaux de recherche qui ont abouti à l'édition de son livre système de dette, il l'enrichi par des documents d'archives et des comptes rendus officiels des échanges entre responsables politiques de tous bords et de tous pays, et met l'accent sur la lutte contre les «dettes odieuses», illégitimes, illégales et insoutenables dans le monde (Toussaint, 2017).

Eric Toussaint précise que le capitalisme par la dette moderne reproduit toute une série de mécanismes de domination des Etats puissants sur les Etats plus faibles. Il est primordial de rajouter aussi ceux qui dominent les pays endettés tirent elles aussi profit de l'endettement. Ils encouragent les gouvernants à emprunter en interne et à l'étranger, car l'emprunt contribue à ce que les impôts, n'impactent pas lourdement sur la richesse de la classe bourgeoise, et achètent des titres de la dette de leur pays dans le but d'assurer la garantie d' l'Etat, en contrepartie d'un rendement élevé.

Dans le cadre des luttes contre la dette illégitime, Eric Toussaint a soulevé avec force que des audits citoyens aux répudiations de dettes ont eu lieu pour justifier leur illégitimité et a mentionné les exemples suivants :

La répudiations de dettes de Portugal en 1837, des **États-Unis et de la Russie Soviétique en 1918, du Mexique en 1861 , du Venezuela en 1903, de Costa Rica en 1922, de l'Italie en 1926, de l'Allemagne en 1953, de la Pologne en 1991, et de l'Irak en 2004** (Toussaint, 2020).

D'après Eric Toussaint, la pratique de répudiation de la dette remonte à l'histoire ancienne et le justifie par le constat de la pierre de Rosette qui a été accaparée par des membres de l'armée napoléonienne en 1799 pendant la campagne d'Égypte a été décryptée en 1822 par Jean-François Champollion. Cette pierre est présente au British Museum à Londres.

Le contenu de la pierre de Rosette confirme que la tradition d'annulation des dettes, présentée en trois langues, l'égyptien ancien, l'égyptien populaire et le grec du temps d'Alexandre le

Grand, s'est instaurée dans l'Égypte des Pharaons à partir du VIII^e siècle av. J-C, avant sa conquête par Alexandre le Grand au IV^e siècle av. J-C (Toussaint , 2012). Cette pierre reflète que le pharaon Ptolémée V, en 196 av. J-C, a annulé les dettes dues au trône par le peuple d'Égypte et au-delà.

En 1927, Alexander Sack, en 1927, affirmait que la définition d'une dette comme odieuse est indifférente par rapport à la nature du régime, qu'il s'agit d'une dictature ou d'une démocratie la dette odieuse peut toujours avoir lieu. Pour Eric Toussaint, en toute circonstance, il est nécessaire d'auditer la dette afin d'identifier la partie odieuse, illégitime, illégale et/ou insoutenable de la dette réclamée au pays. Dans certains cas, l'entièreté de la dette réclamée à un pays peut être considérée comme odieuse, illégitime, illégale et/ou insoutenable (Bonfond, 2017).

Olivier Bonfond, en collaboration avec un ensemble d'acteurs de résistance à l'hégémonie capitaliste présente, dans son livre «*Il faut tuer T.I.N.A (There Is No Alternative of Capitalism)*», 200 propositions pour rompre avec le fatalisme et changer le monde.

Dans son sixième chapitre il se focalise sur la rupture avec le cercle infernal de la dette en détaillant les volets suivants :

- la suspension du paiement de la dette,
- l'annulation des dettes odieuses et illégitimes,
- l'audit de la dette, la répudiation sans audit,
- la restructuration des dettes au profit du peuple,
- l'allègement de la dette publique européenne à travers la réforme de la banque centrale européenne,
- la diminution de la dette en faisant participer les débiteurs contre la dette,
- la constitution d'un front uni de pays débiteurs contre la dette,
- l'obligation des gouvernements du Nord à annuler les créances vis-à-vis des pays du Sud,
- et la mise en place d'un contrôle démocratique de l'endettement.

Une analyse de ces 200 propositions justifie qu'elles se croisent majoritairement avec fondement de l'économie islamique (Annexe 2).

De plus, il est crucial de signaler que les institutions financières islamiques ont déjà preuve de leur résistance par rapport à la crise financière de 2008 par rapport aux banques conventionnelles de divers pays. Gargouri l'a justifié à travers une comparaison en termes de

stabilité financière en le formalisant sous forme de tableau exhaustif présenté en annexe 3 (Gargouri, 2022).

3. L'économie islamique, ultime alternative du système capitalisme par la dette :

Quels résultats enregistrés ?

3.1. Le pourquoi d'une conviction de l'économie islamique en tant qu'alternative du capitalisme par la dette.

La conviction de l'économie islamique comme alternative au secours du fléau du capitalisme par la dette provient d'abord de ses fondements. L'économie islamique est fondée sur des bases qui diffèrent totalement de celle du système capitaliste par la dette suivantes :

L'interdiction du risque excessif (al gharar) ; l'adossement à des actifs réels ; le partage des pertes et aux profits ; l'interdiction de vendre ce que l'on ne possède pas ; l'interdiction des activités illicites et l'interdiction des échanges différés de valeurs étalon.

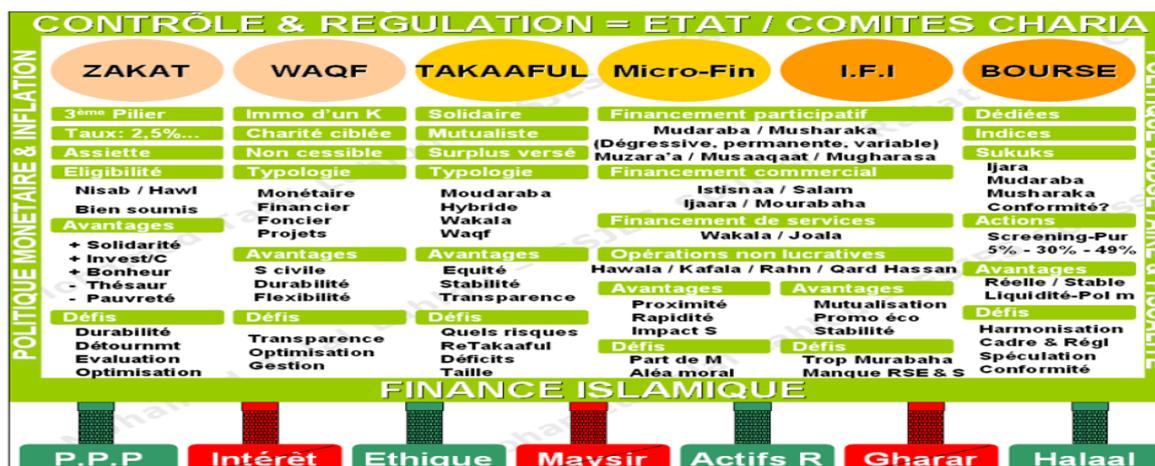
Le but de l'alternative de l'économie islamique est d'assurer un système économique caractérisé par la moralité, la stabilité, par le sens humain, par les valeurs morales de solidarité et par le partage des risques. Ainsi, son approche garantie moins de dettes, moins d'exploitations, moins d'inégalités, moins de pollution et surtout plus de dignité humaine.

L'économie islamique est dotée d'un système de financier différent du conventionnel selon les aspects ci-dessous et se compose de trois instruments :

- les instruments de financement qui sont Al Mourabaha, Al Ijara, Al Salam et Al Istisnaa ;
- les instruments participatifs représentés par Al Moudharaba et Al Moucharakah ;
- les instruments des institutions non financières à travers Al Sukuk et Al Takaful.

Mohamed Talal Lahlou a schématisé de manière récapitulative le système économique islamique (lahlou, 2017).

Figure N° 8 : Schéma récapitulatif du système économique islamique



Source : Vers un Cadre Macroéconomique de l'Économie Islamique, Février 2017, 1(1):59-76, DOI: [10.12816/0037412](https://doi.org/10.12816/0037412), Auteurs: Mohamed Talal Lahlou, Université Mohammed V de Rabat, page 27.

Ce schéma met en valeur le système islamique pour bien démontrer qu'il n'est pas du tout limité aux institutions financières islamiques, par contre il englobe aussi des mécanismes capitaux, qui sont la Zakat, le Waqf et le Takaaful qui ont pour rôle de veiller sur le secteur social et qui sont dédiés à la lutte contre la pauvreté et les disparités sociales. Afin de mieux valoriser les performances de l'économie islamique il est judicieux d'établir un panorama de son application partielle dans un cadre moderne.

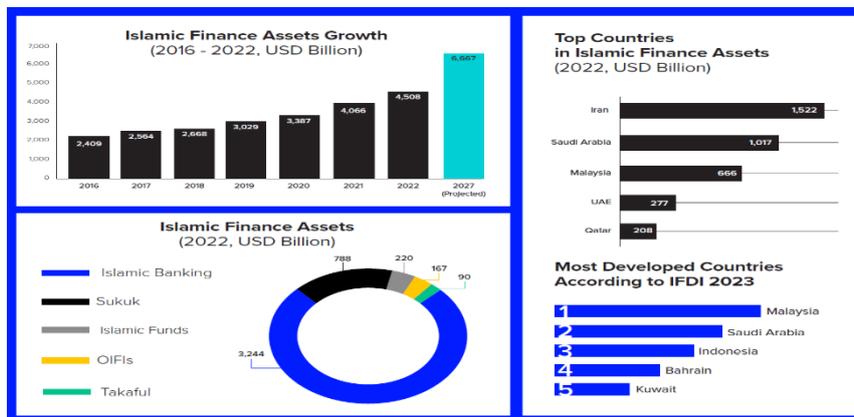
3.2. Panorama d'application partielle de l'économie islamique (cadre moderne).

Pour synthétiser les performances de l'économie islamique au niveau mondial, il est important de signaler les deux volets suivants, à savoir : l'évolution des actifs financiers des banques islamiques et la mise en évidence de son zoning.

Selon le rapport de la société islamique de développement du secteur privé, membre du groupe de la banque islamique de développement et la Bourse de Londres, le premier fournisseur mondial de données et d'infrastructures sur les marchés financiers de 2023, les actifs mondiaux de la finance islamique devraient atteindre 6.7 trillion USD d'ici à l'an 2027.

Les Soukouks verts et durables représentent un thème clé de la COP28, et les émissions mondiales des Soukouks environnementaux, sociaux et de gouvernance (Soukouks ESG) ont totalisé 8,4 milliards USD en 2022. La croissance du total des actifs de la finance islamique a enregistré un taux 11 % pour atteindre 4.5 trillions USD en 2022, comme signalé sur la figure suivante numéro 9.

Figure N° 9 : Evolution des actifs de la finance islamique de 2016 à 2022 et projection de 2027



Source :

<https://api.zawya.atexcloud.io/file-delivery-service/version/c:NW14OWQ5MjctNWQ3NS00:NWM3MjBmN2ItYjNjMS00/IFDI%202023%20Report%20-%20Nov%2030.pdf>, ICD - LSEG ISLAMIC FINANCE DEVELOPMENT REPORT 2023 I NAVIGATING UNCERTAINTY, page 8.

La Malaisie, l'Arabie Saoudite et l'Indonésie occupent une place de leader de développement de la finance islamique. L'encours total des Soukouks mondiaux a été évalué à 788 milliards USD l'année dernière et de multiples canaux de croissance s'instaurent pour assurer la progression du secteur de la finance islamique.

- ❖ Résultats tangibles des fonds d'investissement basé sur la Zakt et le Waqf pour pallier aux conséquences du système capitaliste par la dette.

Selon Dr Bandar M. H. Hajjar, Président de la Banque islamique de développement (BID), cet organisme table sur des solutions innovantes pour affronter principales difficultés auxquelles font face les pays membres et les communautés musulmanes dans les pays non-membres en matière de développement. A travers un arsenal d'actions innovantes, la Banque islamique de développement a le challenge de devenir comme la banque des acteurs de développement.

Pour valoriser l'importance de ces actions et initiatives qui symbolisent le fondement des valeurs humaines préconisées dans le coran et la sunna, qui constituent les bases du troisième secteur social précisé dans la religion musulmane, il est primordial de présenter le tableau suivant :

Tableau N° 3 : Tableau des bénéficiaires finaux des activités menées par les organisations bénéficiaires et décrites dans l'étude de Cas 1 (mentionné en bas du tableau)

Organismes bénéficiaires du waqf	Nombre de bénéficiaires à long terme	Nombre total de bénéficiaires	Financement par le waqf	Autre/commentaires	SDGs
BID- Bangladesh Islamic Solidarity Education Waqf	7 000 personnes ont bénéficié d'une formation professionnelle ou en informatique et trouvé un emploi ; les autres bénéficiaires participent à des programmes à long terme.	43,000	Total	92% des participants au programme ont trouvé un emploi qui, pour la plupart, a changé leur vie.	
Fujairah Welfare Association (EAU)	6 000 personnes ont bénéficié d'une formation professionnelle ou ont participé à des ateliers et au programme « Familles productives ».	9 Million	Partiel	50 000 parrainages chaque année (orphelins, étudiants, familles, besoins spécifiques) et de nombreuses initiatives ponctuelles.	
Towfiq Welfare Society (Somalie et Kenya)	Aide apportée à 20 000 orphelins, étudiants et enseignants.	400,000	Partiel	Gestion d'organismes d'infrastructure sociale, dont sept écoles et une université avec un hôpital intégré.	
Haute Autorité du Waqf (Sénégal)	12 500 étudiants des principales daaras (écoles coraniques) devraient en bénéficier.	12,500	Partiel	Soutien apporté à 64 daaras (écoles coraniques).	

1 Par souci de commodité, les chiffres indiqués sont arrondis. Pour le Sénégal, il s'agit des chiffres prévus/estimés.

Source : Impact de Développement du Fonds d'Investissement des Biens Waqf (FIBA), un modèle de développement durable, Banque Islamique de Développement, page 61, Décembre 2019, <https://www.isdb.org/apif/sites/apif/files/2020-03/Impact%20de%20De%CC%81veloppement%20du%20Fonds%20d%E2%80%99Investissement%20des%20Biens%20Awaqaf.pdf>

Le tableau ci-dessus représente une synthèse des actions efficaces menées Banque islamique de développement pour faire face aux inégalités sociales générées le système capitaliste par la dette, et qui sont financées à la base les contribuables aux banques islamiques à travers des mécanismes capitaux de la finance islamique comme la Zakat, le Waqf et le Takaful.

Conclusion

Cette étude avait pour objectif d'analyser d'un premier temps le lien entre le capitalisme et l'endettement, et puis évoquer les éventuelles alternatives du système capitaliste par la dette.

La première partie de cet article s'est focalisée sur une revue de la littérature traitant le capitalisme par la dette, son historique et sa dominance mondiale. La deuxième partie a traité l'analyse du lien entre le capitalisme et la dette en détaillant ses mécanismes et ses interactions, qui désignent le capitalisme par dette en tant que système d'appauvrissement des peuples en faveur d'une classe d'oligarchie mondiale dominante. La troisième partie, s'est focalisée sur les alternatives du système capitaliste par la dette et mettant l'accent sur l'économie islamique en la situant comme alternative ultime de ce système très dominant.

Cet article a l'ambition d'offrir un apport visant d'essayer de dresser un bilan mondial, qui démontre avec force et plus que jamais, les réalités alarmantes et cruelles qui n'ont jamais existé auparavant, qui est directement liées aux inégalités multiples par le capitalisme par la dette. Ce bilan sanglant, dans son enracinement historique par l'esclavage et l'impérialisme, et

qui a abouti en temps contemporain à la dominance de cette oligarchie mondiale, au sein d'un système où une poignée de milliardaires détient et contrôle la majeure partie de l'économie mondiale.

La période post-pandémique Covid 19 a été marquée par l'appauvrissement de près de cinq milliards de personnes dans le monde, tandis que cinq hommes les plus riches ont vu leur richesse doubler et sont maintenant à la tête d'une fortune de plus de 800 milliards de dollars. Après avoir démontré l'économie islamique en tant qu'alternative ultime du système capitaliste par la dette, et ce par le biais de ces mécanismes efficaces de lutte contre la pauvreté pour faire face aux inégalités sociales et garantir la dignité humaine, il est opportun de s'interroger sur les questions suivantes :

- Le secteur social en religion islamique, qui a été sapé par les colonisateurs, n'est-il pas le reflet de l'avancée de l'Islam dans sa vision combattre la pauvreté et les disparités sociales, et garantir la dignité humaine, en la présence, bien sûr, du secteur public et privé ?
- Quant à cette oligarchie mondiale, le saint Coran, n'a-t-il pas déjà signalé ses intérêts privés qui sont centrés sur l'enrichissement au détriment de l'aliénation des pauvres ?
- Le saint Coran n'a-t-il pas insisté sur les valeurs humaines de solidarité dans la société, en interdisant, l'exploitation et l'oppression causées par l'endettement ?

﴿مَا آفَاءَ اللَّهِ عَلَىٰ رَسُولِهِ مِنْ أَهْلِ الْقُرَىٰ فَلِلَّهِ وَلِلرَّسُولِ وَلِذِي الْقُرْبَىٰ وَالْيَتَامَىٰ وَالْمَسَاكِينِ وَابْنِ السَّبِيلِ كَيْ لَا يَكُونَ دُولَةً بَيْنَ الْأَغْنِيَاءِ مِنْكُمْ ۗ وَمَا آتَاكُمُ الرَّسُولُ فَخُذُوهُ وَمَا نَهَاكُمْ عَنْهُ فَانْتَهُوا ۗ وَاتَّقُوا اللَّهَ ۚ إِنَّ اللَّهَ شَدِيدُ الْعِقَابِ (7)﴾ [الحشر]

- Et en dehors des ressources pétrolières, la finance islamique n'est-elle pas la clé du succès de la finance des pays du Gulf, à travers les Sukuk, les Waqfs, les Zakat ?

L'ensemble des acteurs des sociétés doivent se mobiliser pour changer la donne, en collaborant à faire face aux inégalités sociales à travers le monde générées par le système capitaliste par la dette.

Malgré les limites de développement de l'économie islamique, et qui sont spécifiques aux intensifs entravant sa possibilité de faire face au lobbying mondial, pour sensibiliser et communiquer plus sur les mécanismes efficaces de la finance islamique, et leur potentiel est bien justifié par sa capacité d'atténuer les disparités sociales. Les réalisations de cette finance équitable et juste sur le terrain donnent toujours de l'espoir.

ANNEXES

- Listes exhaustives relatives aux morts à la chasse ou au transport, et ceux des barbaries impérialistes et des massacres et des guerres du XX^e siècle, Jean ZIEGLZER - Livre noir du capitalisme ,1998.
- Analyse de ces 200 propositions justifie qu'elles se croisent majoritairement avec fondement de l'économie islamique, Olivier Bonfond , IL FAUT TUER TINA, 200 propositions pour rompre avec le fatalisme et changer le monde, février 2017.
- Tableau exhaustif de synthèse de comparaison des institutions financières islamiques par rapport aux banques conventionnelle, Gargouri O. (2022) «Banques islamiques versus banques conventionnelles : une comparaison en termes de stabilité financière. Revue de la littérature empirique», Revue Internationale du Chercheur «Volume 3 : Numéro 3» pp : 676 – 690

BIBLIOGRAPHIE

- Eric Toussaint (2017), Le Système Dette. Histoire des dettes souveraines et de leur répudiation.
- Fonds Monétaire Internationale (2023), la dette mondiale retrouve sa tendance à la hausse, Vitor Gaspar, Marcos Poplawski-Ribeiro, Jiae Yoo, le 13 septembre 2023, <https://www.imf.org/fr/Blogs/Articles/2023/09/13/global-debt-is-returning-to-its-rising-trend>
- Gargouri O. (2022) «Banques islamiques versus banques conventionnelles : une comparaison en termes de stabilité financière. Revue de la littérature empirique», Revue Internationale du Chercheur «Volume 3 : Numéro 3» pp : 676 – 690
- Pierre François, Claire Lemerrier, Sociologie historique du capitalisme, La Découverte, 2021, P.18.
- Didier Epszajn (2017), selon sa réaction au livre d'Éric Toussaint « Le système dette » : Nous ne sommes pas lié-e-s par les traités signés et les dettes souscrites contre nos intérêts, CADTM.
- El Amri, A., Oulfarsi, S., Eddine, A. S., El Khamlichi, A., Hilmi, Y., Ibenrissoul, A., ... & Boutti, R. (2022). Carbon Financial Market: The Case of the EU Trading Scheme. In Handbook of Research on Energy and Environmental Finance 4.0 (pp. 424-445). IGI Global.
- Eric Toussaint (2017) : «La répudiation de la "dette odieuse" est légitime», https://www.liberation.fr/debats/2017/12/18/eric-toussaint-la-repudiation-de-la-dette-odieuse-est-legitime_1617486/, par Vittorio De Filippis, publié le 18 décembre 2017 à 17h06
- Éric Toussaint (2016), (porte-parole du CADTM international, membre du Conseil scientifique d'ATTAC France), article de Mariella Caponnetto, 2016.
- Eric Toussaint, Christina Laskaris, Nathan Legrand, Des audits citoyens aux répudiations de dettes : l'actualité des luttes contre la dette illégitime, 23 décembre 2020, www.cadtm.org/Des-audits-citoyens-aux-repudiations-de-dettes-l-actualite-des-luttes-contre-la
- Eric Toussaint (2012), La longue tradition des annulations de dettes en Mésopotamie et en Egypte du 3e au 1er millénaire av. J-C, Série : Les annulations de dette au cours de l'histoire (partie 1), 24 août 2012, <https://www.cadtm.org/La-longue-tradition-des-annulations-de-dettes-en-Mesopotamie-et-en-Egypte-du-3e>
- OCDE (2024), Forte augmentation de la dette obligataire à l'échelle mondiale, Rapport sur la dette mondiale 2024, Les marchés obligataires dans un contexte de dette élevée, OCDE, 17 Avril 2024, https://www.oecd.org/fr/publications/rapport-sur-la-dette-mondiale-2024_63ccad6c-fr.html
- Groupe de la Banque Mondiale (2022) : Rapport 2022 sur la pauvreté et la prospérité partagée : corriger le tir (page 10), <https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/a9d16f3b-977a-56c3->

- 989f-
0321ee8f65d9/content?_gl=1*bk1182*_gcl_au*MTgxNDgyMjQ1Ny4xNzI1NzExODc
w
- Groupe de la Banque Mondiale (2022) : Rapport 2022 sur la pauvreté et la prospérité partagée : corriger le tir (page 17), https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/a9d16f3b-977a-56c3-989f-0321ee8f65d9/content?_gl=1*bk1182*_gcl_au*MTgxNDgyMjQ1Ny4xNzI1NzExODc-w
 - Groupe de la Banque Mondiale (2022) : Rapport 2022 sur la pauvreté et la prospérité partagée : corriger le tir (page 18), https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/a9d16f3b-977a-56c3-989f-0321ee8f65d9/content?_gl=1*bk1182*_gcl_au*MTgxNDgyMjQ1Ny4xNzI1NzExODc-w
 - H. Sterdyniak (2015), La dette publique comme produit du capitalisme financier, DOI : 10.3917 / rce.017.0173, Identifiant du corpus : 155385414, CAIRN.
 - Heba Ahmed Nassar (1993), Quelques conséquences sociales des programmes d'ajustement structurel, p. 145-177, <https://doi.org/10.4000/ema.1262>
 - Henni. A, Crise du capitalisme de rente, endettement et répartition des revenus, DOI : 10.3406 / rint.2008.1124, Identifiant du corpus : 254774988, Publié dans Recherches internationales 2008.
 - Henri Wilno (2015), La dette publique, un mécanisme permanent du capitalisme, Hebdo L'Anticapitaliste N°296 (02/07/2015).
 - Banque Islamique de Développement (2019), Impact de Développement du Fonds d'Investissement des Biens Waqf (FIBA), un modèle de développement durable, Banque Islamique de Développement, page 9, Décembre 2019, <https://www.isdb.org/apif/sites/apif/files/2020-03/Impact%20de%20De%CC%81veloppement%20du%20Fonds%20d%E2%80%99Investissement%20des%20Biens%20Awaqaf.pdf>
 - Jean ZIEGLZER (1998) - Livre noir du capitalisme.
 - John Perkins (2005), les confessions d'un assassin financier, Alterre.
 - Karl Marx (1867), chapitre 31, Le Capital - livre I.
 - CNUCED (2023) La dette publique mondiale a atteint le niveau record de 97 000 milliards de dollars en 2023, l'ONU appelle à l'action, 04 juin 2024, ONU Commerce et développement (CNUCED), <https://unctad.org/fr/news/la-dette-publique-mondiale-atteint-le-niveau-record-de-97-000-milliards-de-dollars-en-2023>
 - Kobiyh, M., El Amri, A., Oulfarsi, S., & Hilmi, Y. (2023). Behavioral finance and the imperative to rethink market efficiency. *Financial Markets, Institutions and Risks*, 7(4), 38-53.

- Mohamed Talal Lahlou (2017), Vers un Cadre Macroéconomique de l'Économie Islamique, Février 2017, 1(1) :59-76, DOI: 10.12816/0037412, Université Mohammed V de Rabat, page 27.
- Oxfam (2024), MULTINATIONALES ET INÉGALITÉS MULTIPLES Pourquoi il est urgent d'entrer dans une nouvelle ère d'action publique dans un monde divisé par le pouvoir des multinationales, SOUS EMBARGO jusqu'au lundi 15 janvier 2024, 00 h 01 GM, Oxfam France, https://www.oxfamfrance.org/app/uploads/2024/01/Oxfam_Multinationales-et-inegalites-multiples_Davos-2024_sous-embargo-150124.pdf
- Olivier Bonfond (2017), IL FAUT TUER TINA, 200 propositions pour rompre avec le fatalisme et changer le monde.
- La Société islamique pour le développement du secteur privé (2023), Rapport de la société islamique de développement du secteur privé, membre du groupe de la banque islamique de développement et la Bourse de Londres https://icd-pps.org/uploads/files/ICD_LSEG_IFDI_REPORT_20231715587354_7400.pdf
- Rudolf Hilferding (1910), le capital financier, le dictionnaire en ligne d'Alternatives Economiques.
- Sarwat Jahan et Ahmed Saber Mahmud (2015), L'ABC de l'économie, Finance & Développement.
- Tejvan Pettinger (2019), Structural Adjustment – definition and criticisms, 3 March 2019, the economics.help, <https://www.economicshelp.org/blog/2139/economics/structural-adjustment/>
- Turkhan Ali Abdul Manap , Syed Faiq Najeeb, Yahya Aleem ur Rehman (2023), Libérer le potentiel de la finance islamique : un examen approfondi du cadre d'évaluation de la finance islamique par pays de l'IsDBI, 12 novembre 2023, <https://blogs.isdbinstitute.org/unlocking-the-potential-of-islamic-finance/>